

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° 2025-SDIT-DIRNB-12 du 29 juillet 2025)

Pouvoir adjudicateur

L'État, Ministère du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle Aquitaine (DREAL)

Représentant du pouvoir adjudicateur (MOA)

Monsieur le préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine, Préfet de la Gironde par décret du 11 janvier 2023

Objet du marché

A62 – Aménagement d'une VR2+ – Assistance à maîtrise d'ouvrage pour les procédures réglementaires environnementales.

Remise des offres

Date limite de réception : le 03 décembre 2025 à 12 h 00 (heure locale de l'adresse du RPA)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Définition des parties contractantes.....	4
1.2.1. Cotraitants.....	4
1.2.2. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.....	5
1.2.3. Personnes physiques affectées à la mission.....	5
1.3. Présentation de l'opération.....	6
1.3.1. Périmètre du projet.....	6
1.3.2. Présentation de l'aire d'étude.....	6
1.3.3. Description de l'opération.....	6
1.4. Point de départ du délai de réalisation.....	7
1.5. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1.6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	7
1.6.1. Obligation de confidentialité.....	7
1.6.2. Sites sensibles.....	7
1.6.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	8
1.7. Dispositions générales.....	8
1.7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	8
1.7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	8
1.7.3. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	9
1.7.4. Responsabilités et assurances.....	10
1.7.5. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	10
1.7.6. Réalisation de prestations similaires.....	10
1.7.7. Notifications.....	10
1.7.8. Clauses sociales et environnementales.....	11
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	13
3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	13
3-1 Contenu des prix - Règlement des comptes.....	13
3.1.1. Contenu des prix.....	13
3.1.2. Application des prix.....	13
3.1.3. Modalités du règlement des comptes du marché.....	13
3.1.4. Modalités de paiement - Intérêts moratoires.....	13
3.2. Variation dans les prix.....	14
3.2.1. Forme des prix.....	14
3.2.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	14
3.2.3. Choix de l'index de référence.....	14
3.2.4. Modalités de révision des prix.....	14
3.2.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	15
3.3. Paiement direct des sous-traitants.....	15

4. DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS.....	16
4.1. Délai de réalisation.....	16
4.2. Pénalités pour retard d'exécution.....	16
4.3. Pénalités pour absence ou retard de transmission des livrables.....	16
4.4. Non-conformité du livrable à la commande.....	16
4.5. Défaut de transmission de fichiers sources (modèle, données, SIG, simulations).....	16
4.6. Non-respect des modalités de validation formelle.....	16
4.7. Pénalités pour absence ou défaut de participation aux réunions.....	17
4.8. Non-remise des supports ou compte-rendus de réunion dans les délais.....	17
4.9. Pénalités pour non-respect des procédures de validation par le maître d'ouvrage.....	17
4.10. Pénalités pour manquement aux obligations de contrôle qualité.....	17
5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	17
5.1. Retenue de garantie.....	17
5.2. Avances.....	17
6. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	18
7. ACHÈVEMENT DES PRESTATIONS.....	18
7.1. Arrêt.....	18
7.2. Admission.....	18
7.3. Réfaction.....	18
7.4. Ajournement.....	19
7.5. Rejet.....	19
8. PROPRIÉTÉ DES ÉTUDES ET DES DOCUMENTS.....	19
9. RÉSILIATION.....	19
10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	20

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans la suite du présent document le "Maître d'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Le présent accord-cadre à bons de commande, au sens de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique (CCP), a pour objet la réalisation de prestations d'assistance au service déplacements, infrastructures et transports (SDIT) de la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Nouvelle-Aquitaine pour l'ensemble des prestations suivantes :

- L'élaboration des dossiers réglementaires environnementaux nécessaires au projet,
- La réalisation des études environnementales associées,
- L'appui à la Maîtrise d'Ouvrage pour le suivi et l'optimisation des procédures,
- L'accompagnement dans l'obtention des autorisations nécessaires.

Les prestations seront réalisées conformément aux dernières réglementations en vigueur. En particulier conformément à l'instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national du 29 avril 2014 dans sa version modifiée en date du 14 juin 2024. Il appartient au titulaire du marché de respecter toutes les contraintes imposées par les textes réglementaires et les circulaires ou guides d'application en vigueur à la date de la remise définitive des documents produits.

1.2. Définition des parties contractantes

1.2.1. Cotraitants

Pour le présent marché, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Le mandataire du groupement est solidaire de l'ensemble des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du MOA et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication du MOA est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

1.2.2. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour l'exécution du présent marché, l'acheteur (pouvoir adjudicateur) est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

1. Le chef du département investissements sur routes nationales, site de Bordeaux (DIRNB) pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine (articles 3.4, 3.5, 3.6, 11.7.1 et 43.2 du CCAG) ;
 - b) réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3 du CCAG) ;
 - c) notification des ordres de service et communications du MOA (articles 3.1, 3.4.3, 3.5.4, 3.6.3, 3.8, 11.7.2, 18.3 et 39.2 du CCAG) ;
 - d) signature et notification, en tant que représentant du MOA pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG) ;
 - e) signature des bons de commande.
2. Les responsables d'opération (RDO) de DIRNB pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) notification des bons de commande (article 3.8 du CCAG) ;
 - b) réception des demandes de paiement (articles 11.3 à 11.5 du CCAG) ;
 - c) proposition de décompte des pénalités (article 14 du CCAG) ;
 - d) proposition d'acceptation ou de rectification des demandes de paiement (article 11.6 du CCAG) ;
 - e) vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

1.2.3. Personnes physiques affectées à la mission

La personne physique, dénommée pilote, qui est désignée par le titulaire pour répondre de la qualité d'exécution des prestations et le représenter dans toutes les relations avec le représentant du MOA est :

- nom et prénom (qualité)

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des personnes qui se trouvent nommément désignées, l'article 3.4.3 du CCAG est applicable.

Le titulaire est responsable de la complète continuité d'exécution de ses missions.

1.3. Présentation de l'opération

1.3.1. Périmètre du projet

L'A62 qui relie Bordeaux et Toulouse, fait partie du réseau routier national concédé à Vinci Autoroutes sur la quasi totalité de son linéaire, mise à part sur une section de 10,3 km où elle fait partie du réseau routier national non concédé et est exploitée par la DIRA. Cette section non concédée, pénétrant dans la métropole de bordelaise est systématiquement congestionné à l'heure de pointe matin (HPM) dans le sens Toulouse vers Bordeaux.

Les possibilités d'aménagement du réseau sur ce territoire étant réduites en raison du développement urbain, il est naturel de réfléchir à des évolutions de l'usage de la route, notamment par la mise en place de voies réservées au covoiturage. Cette initiative permettrait de répondre aux besoins croissants de mobilité, mais elle contribuerait également à réduire la longueur de congestion et les émissions de gaz à effet de serre (GES), en accord avec la demande de l'État de parvenir à zéro émission nette de GES d'ici 2050, en favorisant le covoiturage.

1.3.2. Présentation de l'aire d'étude

Le projet d'aménagement concerne la section non concédée de l'A62 sur une distance de 10,3 km. Ce tronçon est délimité au sud par l'échangeur 1.1 « La Brède » et au nord par la bifurcation avec la rocade bordelaise (échangeur 19). Il inclut également l'échangeur 1 « Léognan - Cadaujac - Saint-Médard-d'Eyrans » entre ces deux points.

Dans le cadre de l'étude des impacts environnementaux, l'aire d'étude élargie s'étend sur 14 km, depuis le péage de Saint-Selve jusqu'à la rocade.

Il est à noter que l'étude porte exclusivement sur le sens de circulation entrant vers Bordeaux. Cette approche vise à proposer une réponse efficace à la congestion constatée lors de l'heure de pointe du matin (HPM). Ainsi, l'aménagement est spécifiquement dimensionné pour traiter cette problématique.

1.3.3. Description de l'opération

La DREAL NA a initié des études visant à étudier la possibilité d'aménager une voie de covoiturage (VR2+) sur l'A62 dans le sens Toulouse-Bordeaux. Les missions du bureau d'études étaient de proposer et d'étudier la faisabilité de plusieurs scénarios d'aménagements qui soient efficaces, économiques et pouvant être mis en place rapidement.

À la suite de réunions associant les services de la DIRA, le Cerema, TEDET, et la publication des fiches Cerema expérimentation de voies réservées CCC publiées en septembre 2021, trois scénarios d'aménagement avaient été envisagés sur l'A62 :

- Scénario 1/1bis : élargissement à 3 voies avec maintien de la BAU sur 10 km (scénario 1) ou 7 km (scénario 1bis), la voie de gauche étant affectée en VR2+ à l'heure de pointe (du matin) en gestion dynamique (basée sur le guide Cerema VSA aménagement de voies réservées au covoiturage) ou statique (correspondant au scénario 1 de la fiche n°2 Cerema voies réservées CCC) ;
- Scénario 2 : VR2+ permanente à gauche sur 3 km avec suppression de la BAU, correspondant au scénario 2 de la fiche n°3 Cerema voies réservées CCC ;
- Scénario 3 : Voie auxiliaire sur 5 km par prélèvement de la BAU en heure de pointe, basée sur le guide Cerema aménagement des voies auxiliaires.

D'autres solutions ont été étudiées par la suite permettant d'utiliser la plateforme actuelle et mettre en service un aménagement le plus rapidement possible, ce qui a conduit à faire émerger deux nouveaux scénarios dérogeant aux référentiels techniques (guides et fiches du CEREMA) :

- Scénario 4 : VR2+ permanente à droite sur 5 km avec suppression de la BAU, correspondant au scénario 4 de la fiche n°5 Cerema voies réservées CCC ;
- Scénario 5/5bis : VR2+ à gauche et voie auxiliaire sur 7 à 10 km par prélèvement de la BAU en gestion dynamique en heure de pointe, correspondant à l'hybridation des prescriptions des guides Cerema VSA aménagement de voies réservées au covoiturage et aménagement des voies auxiliaires.

Le **scénario 5** a été retenu comme solution privilégiée pour l'aménagement de la voie réservée au covoiturage (VR2+) sur l'A62. Afin d'optimiser la mise en œuvre du projet, deux options d'élargissement sont actuellement à l'étude :

- **Variante 1 : Un élargissement par la droite et la gauche**, incluant l'utilisation du terre-plein central (TPC) déjà imperméabilisé, permettant une répartition équilibrée des emprises mais nécessitant des travaux plus complexes.
- **Variante 2 : Un élargissement uniquement par la droite**, visant à limiter la durée et le coût des travaux en réduisant les interventions sur les infrastructures existantes.

Ces choix techniques pourraient avoir des impacts sur l'environnement, notamment en termes de surfaces imperméabilisées, de gestion des eaux pluviales et de préservation des milieux naturels. Le titulaire du marché devra analyser ces incidences et formuler un avis éclairé sur les implications environnementales de chacune des options, en tenant compte des contraintes réglementaires et des objectifs de réduction des impacts du projet.

1.4. Point de départ du délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent à l'acte d'engagement.

1.5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

1.6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.6.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

1.6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1.6.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.~RCEn cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1.7. Dispositions générales

1.7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du MOA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

Il devra, sur demande du MOA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

1.7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article et de se faire remettre par ses sous-traitants directs les documents demandés par les article D.8222-5 et D.8222-7.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'Inspection du travail.

1.7.3. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

1.7.3.a) Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

1.7.3.b) Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins ;
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance ;
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang ;
- une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG.

1.7.4. Responsabilités et assurances

Pas de stipulation particulière.

1.7.5. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-3 du CCP.

1.7.6. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1.7.7. Notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'oeuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement(destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et

l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. .
Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'oeuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'oeuvre.

Les ordres de service, définis à l'article 1-8 ci-après, émanant du maître d'oeuvre pourront également être notifiés au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire), par voie dématérialisée par simple courrier électronique avec demande d'accusé de réception. Ils pourront enfin être remis en mains propres.

1.7.8. Clauses sociales et environnementales

1-5.6.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-5.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Conformément à l'article 16.2 du CCAG-PI, les conditions d'exécution du marché intègrent des exigences environnementales visant à concilier développement économique, protection de l'environnement et progrès social. Ces conditions s'inscrivent dans une démarche de responsabilité sociétale et environnementale, et concernent notamment :

- Mobilité et déplacements professionnels
 - Les réunions de suivi et de concertation seront organisées en visioconférence ou par d'autres moyens numériques chaque fois que cela est possible, afin de réduire les déplacements et les émissions de gaz à effet de serre.
 - Lorsque des déplacements physiques sont nécessaires, le titulaire s'engage à

- privilégier les modes de transport à faible empreinte carbone, tels que :
 - Les transports en commun (train, tramway, bus),
 - Les véhicules électriques ou hybrides,
 - Le covoiturage lorsque plusieurs membres de l'équipe se rendent sur un même site.
 - Les missions de terrain devront être mutualisées et optimisées afin de limiter le nombre de trajets et d'en réduire l'impact environnemental.
- Gestion des ressources et des supports de travail
 - Dématérialisation des livrables : la majorité des documents et rapports seront transmis sous format numérique (.pdf, .docx, .shp, etc.) pour limiter l'usage du papier et réduire l'empreinte environnementale du marché.
 - Impression responsable : en cas de nécessité d'impressions papier (demandes spécifiques du MOA ou réunions nécessitant des supports physiques), celles-ci devront être réalisées sur :
 - Papier recyclé ou certifié FSC/PEFC,
 - Avec des encres écologiques,
 - En recto-verso et en format optimisé pour limiter la consommation de papier.
 - Gestion des déchets : tout matériel informatique ou électronique utilisé dans le cadre du marché devra être recyclé ou réemployé via des filières agréées en fin de vie.
- Intégration des enjeux environnementaux dans l'étude et les recommandations
 - Les travaux à réaliser devront prendre en compte et valoriser les objectifs de transition énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en conformité avec :
 - Les Accords de Paris et les engagements de neutralité carbone à 2050,
 - Les politiques locales de mobilité durable (ex. : Plans Climat Air Énergie Territoriaux – PCAET, Zones à Faibles Émissions – ZFE, stratégies régionales de transport).
 - Le titulaire devra s'assurer que ses analyses, simulations et recommandations intègrent des critères environnementaux, notamment :
 - Les impacts des scénarios sur la qualité de l'air et la réduction des émissions de GES,
 - La promotion des mobilités durables (transports en commun, modes actifs, électromobilité, covoiturage),
 - Les effets des infrastructures et aménagements proposés sur la biodiversité et l'artificialisation des sols.
- Sensibilisation et engagement des parties prenantes
 - Le titulaire devra intégrer une dimension pédagogique et de sensibilisation aux enjeux environnementaux dans ses présentations et restitutions, en mettant en avant les leviers d'action concrets pour la mobilité durable.
 - Les résultats de l'étude devront être présentés de manière à faciliter l'appropriation des enjeux environnementaux par les élus et les décideurs, notamment à travers une synthèse accessible et illustrée mettant en avant les bénéfices des actions proposées.

Ces conditions d'exécution seront suivies par le MOA tout au long du marché. Tout manquement à ces engagements pourra faire l'objet de demandes correctives de la part du maître d'ouvrage.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du MOA fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le bordereau des prix unitaire et forfaitaire ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du MOA fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du MOA fait seul foi ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1 Contenu des prix - Règlement des comptes

3.1.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3.1.2. Application des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Les prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 11.3.5 du CCAG. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3.1.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG.

3.1.4. Modalités de paiement - Intérêts moratoires

La transmission des factures doit s'effectuer conformément aux dispositions des textes suivants :

- ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n° 2014-697 précitée, toutes les factures doivent être transmises sous forme électronique, quelle que soit la catégorie de l'entreprise.

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture (demande de paiement) sur Chorus Pro.

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

3.2. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3.2.1. Forme des prix

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3.2.3 et 3.2.4.

3.2.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3.2.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est l'index ING : ingénierie, publié sur le site internet de l'INSEE.

3.2.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

avec : I_0 = valeur de l'index ING prise au mois zéro ;

I_n = valeur de l'index ING associée à la réalisation des prestations.

La valeur des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée à la date de remise des prestations, sauf si celle-ci est postérieure à la date de réalisation contractuelle, auquel cas cette dernière date est retenue.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du CCAG.

3.2.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'autoliquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage.

3.3. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-11 à 16 du CCP, complétées par les stipulations suivantes :

- dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

Il est rappelé que dans le cas d'un groupement, seul le mandataire est habilité à présenter les demandes de paiement (article 12.1.3 du CCAG).

4. DÉLAI DE RÉALISATION - PÉNALITÉS

Par dérogations à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités pour retard :

- peuvent excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande ;
- ne peuvent excéder 25 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

4.1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4.2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogations à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités pour retard d'exécution :

- sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire ;
- sont fixées à 1/300 du montant de bon de commande concerné.

4.3. Pénalités pour absence ou retard de transmission des livrables

Lorsque les documents contractuellement attendus (rapports, rendus intermédiaires, fichiers SIG, diagnostics, inventaires, etc.) ne sont pas remis dans les délais fixés par le bon de commande, une pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour de retard est appliquée, par livrable concerné.

4.4. Non-conformité du livrable à la commande

Lorsqu'un livrable (note, rapport, carte, simulation, fichier SIG, etc.) est jugé non conforme aux exigences contractuelles, et qu'il doit être repris dans son intégralité, une pénalité forfaitaire de 300 € est appliquée pour chaque version rejetée, après mise en demeure de correction restée sans effet sous 10 jours.

En cas de rejet répété ou de non-reprise des remarques dans le délai imparti, la MOA pourra prononcer un ajournement (art. 29.2 CCAG-PI) ou un rejet (art. 29.4 CCAG-PI) des prestations, sans admission tacite possible.

4.5. Défaut de transmission de fichiers sources (modèle, données, SIG, simulations)

En cas de non-remise ou de remise incomplète des fichiers sources attendus (ex. : Excel, SIG, scripts, etc.), une pénalité de 100 € par jour de retard, au-delà du délai prévu pour la remise du livrable final, sera appliquée après mise en demeure.

4.6. Non-respect des modalités de validation formelle

En cas de transmission d'un livrable présenté comme « version finale » sans intégration des remarques précédentes validées par le MOA, une pénalité forfaitaire de 100 € par version non conforme sera appliquée.

Cela constitue une méconnaissance des obligations de validation formelle définies à l'article 29.1 du CCAG-PI.

4.7. Pénalités pour absence ou défaut de participation aux réunions

Toute absence injustifiée du titulaire à une réunion prévue dans le cadre du marché (R1 à R4 – cf. CCTP §2.2 et §3.2) donne lieu à une pénalité de 100 € HT par absence. Tout défaut de transmission du compte rendu de réunion dans les 5 jours ouvrés entraîne une pénalité de 200 € HT par jour de retard.

4.8. Non-remise des supports ou compte-rendus de réunion dans les délais

Le titulaire doit transmettre au MOA :

- les supports de présentation 8 jours avant chaque réunion,
- les comptes-rendus dans les 8 jours suivant la réunion.

En cas de non-respect de ces délais, une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard et par document sera appliquée après une mise en demeure.

4.9. Pénalités pour non-respect des procédures de validation par le maître d'ouvrage

En cas de transmission de documents sans respect du délai minimal de 8 jours avant la réunion de remise (cf. CCTP §2.4.2), une pénalité de 300 € HT par document concerné est appliquée.

4.10. Pénalités pour manquement aux obligations de contrôle qualité

En cas de manquement constaté aux obligations de contrôle qualité interne et externe (cf. CCTP §2.5.1 et §2.5.2), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 1 000 € HT par occurrence, après mise en demeure restée sans effet pendant 7 jours calendaires.

5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations ne font pas l'objet d'une garantie technique.

5.1. Retenue de garantie

Sans objet.

5.2. Avances

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour

chaque bon de commande d'un montant supérieur à 20 000 € H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions de l'article R.2193-10 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du CCP et à 20 % sinon.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.1.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations du bon de commande.

Pour mémoire (article R.2191-19 du CCP), le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant initial TTC du bon de commande.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément à l'article R.2193-17 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification de l'acte spécial par le MOA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

6. EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le personnel du titulaire doit posséder les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes aux consignes de sécurité des entreprises (resp. exploitants) responsables lors des interventions éventuelles de son personnel sur des chantiers (resp. voies en circulation).

7. ACHÈVEMENT DES PRESTATIONS

7.1. Arrêt

Sans objet.

7.2. Admission

Il est fait application des articles 28 et 29.1 du CCAG.

7.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'ad-

mission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser un mémoire de réclamation au sens de l'article 43.2 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite, par dérogation à l'article 29.3 du CCAG, d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

7.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le MOA et soumis aux dispositions de l'article 4.2 ci-dessus.

Par dérogation au 3^e alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le MOA dispose, pour admettre les prestations après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

7.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le MOA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8. PROPRIÉTÉ DES ÉTUDES ET DES DOCUMENTS

Les dispositions du CCAG (articles 32 à 35) sont applicables.

9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le MOA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1.h du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à 10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à 5 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L.2141-7 à 10 du

CCP dans les cas suivants :

- les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de concession antérieur ou d'un marché public antérieur ;
- les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
- les personnes qui de par leur participation à la préparation de la consultation ont accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence sans pouvoir y apporter remède ;
- les personnes susceptibles d'avoir conclu une entente ;
- les personnes dont la candidature crée un conflit d'intérêt sans possibilité d'y remédier autrement.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'acte d'engagement (AE) apporte des dérogations aux dispositions du CCAG. Ces dérogations explicitées dans l'article désigné ci-après de l'AE sont apportées aux articles suivants du CCAG :

AE 4	déroge aux articles	11.3.2, 12.1.1 et 12.1.3 du CCAG
------	---------------------	----------------------------------

Le présent CCAP apporte des dérogations aux dispositions du CCAG. Ces dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG :

CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 4	déroge aux articles	14.1.2 et 14.1.3 du CCAG
CCAP 4.2	déroge aux articles	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG
CCAP 5	déroge à l'article	30 du CCAG
CCAP 7.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 7.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	39.2 du CCAG